



# Libye 1997 : un embargo qui n'en finit plus...

**Robert CHARVIN \***

Depuis 1992, la Libye subit un embargo à l'instigation des États-Unis exerçant, en dépit des principes généraux de la charte, leur pleine autorité sur le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Plus de cinq ans se sont écoulés, pour le plus grand dommage du peuple libyen, en particulier des plus démunis. La Ligue Arabe, en septembre 1997, cependant décide de ne plus tenir compte avec la même rigueur de cette mesure de sanction : les États arabes, désormais, ne se soumettront plus aux sanctions décrétées par les États-Unis et leurs alliés afin que soient respectés le droit à la santé, la liberté de circulation des délégations officielles, la liberté religieuse, etc... C'est une première manifestation d'autonomie des États arabes dont les peuples rêvent encore, malgré les multiples échecs, de l'unité de la Nation arabe : ils ne s'inclinent plus devant les prétentions américaines.

Les membres de l'Union Européenne sont plus attentistes. Néanmoins, les milieux d'affaires ne sont pas indifférents à une relance des échanges avec les économies des pays sous embargo. Les pré-contrats franco-irakiens et les accords pétroliers avec l'Iran en témoignent. En Libye, la récente visite d'une délégation du patronat français est symptomatique d'une progressive prise de distance avec les diktats américains : concurrence oblige. Ce dégel n'est cependant pas accompagné par le développement d'une large solidarité des forces progressistes occidentales. L'embargo libyen est quelque peu «oublié». C'est le résultat d'une campagne virulente menée par les États-Unis et par la France (à l'époque du conflit tchadien), (doublée de diverses opérations de déstabilisation contre Tripoli, notamment les bombardements d'avril 1986 par l'aviation américaine contre la capitale libyenne et Benghazi faisant de nombreux morts et blessés, y compris un enfant de Kadhafi lui-même).

Le régime libyen, en dépit de tout ce qui a été entrepris contre lui, a survécu, mais

*\* Juriste, professeur à l'Université de Nice, Secrétaire de Nord-Sud XXI (ONG à statut consultatif auprès des Nations Unies)*

l'opinion occidentale (y compris celle dite «de gauche») assimile toujours Kadhafi et le régime libyen au monde du terrorisme et de l'irresponsabilité.

On doit s'interroger sur les blocages de la solidarité internationale dans ce cas précis, à l'heure où les intellectuels français se mobilisent en faveur du droit d'asile, d'un statut de l'immigration respectueux de la dignité des hommes du Sud, chassés de leur pays par le sous-développement et la violence. Le mouvement ouvrier des pays industriels avait une pratique internationaliste essentiellement tournée vers lui-même, bien que la période des luttes anti-coloniales ait développé une solidarité avec les mouvements de libération d'Afrique et d'Asie. On ne peut cependant nier les hésitations et les faiblesses lorsqu'il s'agissait d'être solidaires de mouvement du Sud «étrangers» par leurs références idéologiques et leur culture. Un «bon» mouvement de libération n'était-il pas d'abord celui qui appartenait à une «mouvance» née en Occident. La guerre du Rif, les événements du 8 mai 1945 en Algérie, la résistance dirigée par le FLN algérien ont bénéficié de moins de faveurs que les luttes des Vietnamiens ou des Cubains.

On peut aussi faire l'hypothèse que l'invasion de tous les milieux politiques par des occupations électoralistes conduisent à «faire un tri» parmi les solidarités : certaines n'hypothéquaient pas les succès d'opinion (par exemple la solidarité avec Mandela et la dénonciation de l'Apartheid), tandis que d'autres au contraire, faisaient courir des risques (la solidarité avec le nationalisme arabe ou la révolution jamahiryenne libyenne).

Enfin, le développement de la crise, source de recrudescence du racisme et d'une xénophobie populaire, n'a pas favorisé, depuis la fin des années soixante-dix, une solidarité avec les peuples du Sud, lorsqu'ils appartiennent à une aire culturelle éloignée. A l'heure de la mondialisation qui fabrique une cohorte d'affairistes cosmopolites, la conscience du monde du travail, qui ne recolle pourtant que les miettes de l'ordre international de la misère, recule : la précarité conduit à un repli sur soi. Elle ne s'indigne pas toujours du sort réservé à ceux qui, dans le Sud, contestent le désordre établi.

La Libye est un cas extrême. Même le bombardement de sa capitale et les tentatives

d'élimination physique de son principal dirigeant n'ont guère émus les peuples d'occident. A longueur de temps, il est rappelé dans les médias (au langage approprié) que les Libyens n'ont que ce qu'ils méritent.

Remarquez que, dans la grande presse, le rappel de l'attentat de Lockerbie, qui remonte à plus de dix ans, est systématiquement accompagné du nombre de victimes. En est-il de même lorsqu'on fait mention de la guerre d'Algérie et de son million de victimes du fait de la «pacification», ou des opérations (internes à l'occident) de «Gladio» en Italie, responsables de l'attentat de la gare de Bologne qui a pratiquement fait autant de victimes que ce qui motive un embargo international vieux de cinq ans !!

L'opinion arabe, et libyenne en particulier, est très sensible à ces discriminations : la formule des «deux poids, deux mesures» est la plus courante de celles employées légitimement par les peuples du Sud, pour dénoncer les politiques occidentales : le contrôle des mots, par exemple, *terrorisme*, de la mémoire politique (entretenu par les grands médias qui relancent «opportunément» les contentieux selon les tactiques de telle ou telle puissance), et plus généralement de l'information (quelle place a été accordée à l'extraordinaire réalisation en Libye de la «Grande rivière artificielle» de près de 1 000 kilomètres, approvisionnant la population en eau minérale depuis deux ans !) font de la Libye un bouc émissaire, placée au cœur des rivalités franco-euro-américaines en Afrique.

La révolution libyenne, expression du «socialisme vert» en gestation, c'est-à-dire d'un système «différent» de celui qu'avaient conçu les fondateurs européens du socialisme, est marquée de cultures bédouine et musulmane (malgré le refus sans concession de l'islamisme intégriste). Elle a fait d'un petit peuple de quatre millions d'habitants, oublié de tous lorsqu'il était soumis à la monarchie du Roi Idriss jusqu'en 1969, un peuple vivant dans le confort et la dignité. Un peuple orgueilleux de la place qu'il tient au sein de la communauté internationale.

Les succès économiques et sociaux, largement supérieurs à ce qui a pu se faire dans nombre d'autres États africains (les recettes du pétrole ont été relativement bien investies), laissent indifférents les États-Unis obsédés par leurs intérêts pétroliers, et la France, inquiète pour son «pré carré» d'Afrique Noire.

Ce ne sont pas, en effet — contrairement aux discours des médias — les armes employées par la Révolution libyenne qui suscitent l'hostilité : elles sont partout en rapport avec les moyens dont on dispose. Les «Grands» préfèrent certes le nucléaire aux armes artisanales, tout comme Ben M'Hidi, le héros de la résistance algérienne s'engageait, avec ironie, devant les parachutistes

français à ne plus user d'attentats lorsqu'il disposerait d'une aviation telle que celle de la France coloniale qui ne se privait pas, à la même époque, de bombarder les villages du bled. Ils ne renoncent pourtant pas aux diverses formes de «terrorisme» ordinaire (tentative d'assassinat (Castro) ou d'enlèvement (Panama) de Chefs d'État, attentats contre des ONG (affaire Green Peace), assassinat de dirigeants palestiniens par le Mossad, etc. et seule la maîtrise des grands médias leur permet de donner à leurs actes, analogues à ceux de leurs adversaires, une qualification différente. C'est avec beaucoup d'arrogance que le Congrès des États-Unis classe chaque année les pays qui lui déplaisent dans la catégorie des États «terroristes», alors qu'il serait fondé d'attribuer aux États-Unis eux-mêmes la qualité d'État «super-terroriste». Ils ne renoncent pas — bien que n'en ayant pas réellement besoin — aux armes que la légalité internationale interdit, telles que les mines antipersonnel interdites par la Convention d'Oslo (septembre 1997) et que les États-Unis ont à l'avance dénoncée comme «risquant de mettre en danger les soldats américains» (sic).

Ce que les puissances industrielles supportent difficilement, dans l'attitude libyenne, c'est que les pétrodollars puissent servir, non au seul enrichissement personnel d'une pseudo-élite locale, mais au financement de la solidarité avec certaines forces, internes à l'occident, comme les communautés noires d'Amérique. Ce sont les prétentions à un message universaliste qui n'a d'égal que celui des puissances occidentales. On se souvient, par exemple, de l'intervention de M. Kadhafi, relayé en direct par satellite exprimant son appui à la révolution noire aux États-Unis lors du Congrès de «Nation of Islam» de L. Farrakhan ! On est habitué, au contraire, à ce que le Président Clinton, quant à lui, puisse se prononcer sur chaque conflit survenant dans le monde et envoyer ses dollars ou ses troupes aux quatre coins du monde, comme on s'est accoutumé à ce que le corps expéditionnaire français fasse ou défasse les pouvoirs africains, sur décision parisienne.

La Libye a pour caractéristique irritante d'être un «prélude» : un État du Sud, doté de moyens importants prétendant «jouer» dans la «cour des grands», pour orienter les peuples vers ce qui lui paraît légitime. Demain, les 7/8ème de la population du globe se situeront au Sud. Les quelques puissances du Nord pourront de moins en moins, sauf apocalypse programmée ou asthénie réalisée par intoxication culturelle généralisée, décider seules de l'avenir du monde. Alors, il restera à examiner, en renonçant à l'ethnocentrisme (de «droite» ou de «gauche»), les contributions venues d'ailleurs, c'est-à-dire d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine, qui ici ou là, expriment de nouvelles passions naissantes ainsi que le refus d'être dépossédés de l'histoire.

La seule vraie question, en effet, est ce qu'un peuple, une révolution, un État, apporte au patrimoine commun de l'humanité.

## CONTRIBUTION DE LA LIBYE A L'HISTOIRE

On perçoit déjà l'originalité de certaines contributions venues du Sud dans l'histoire récente aux besoins des peuples. Le «Guevarisme» était déjà, il y a plus de trente ans, une leçon donnée à l'URSS et aux partis communistes quelque peu oublieux de l'homme et de l'éthique politique. Sa résurrection récente n'est pas qu'un effet de mode : il est réaction à un pragmatisme sans principe et aux engagements sans romantisme, c'est-à-dire sans dimension réellement humaniste. Plus proche a été l'expérience originale du «Sankarisme» au Burkina Faso, en dépit de multiples contradictions, ou celle du mouvement du Chiapas, sous la responsabilité du «Sous-Commandant Marcos» qui remet en question, malgré toutes ses faiblesses, une pratique sociale plus «académique» établie par les forces critiques d'Europe.

La révolution de septembre 1969 en Libye n'a pas seulement permis à l'ensemble du peuple libyen (en particulier les femmes) de vivre mieux matériellement et culturellement. Elle a procédé à une relecture de l'Islam, dans un esprit comparable à celui qu'a introduit la Réforme, dans le Christianisme occidental, source de plus de bouleversements profonds dans la pensée arabo-musulmane que l'insistance artificielle en faveur d'un laïcisme d'importation. Tout en faisant alliance (jusqu'à leur effondrement) avec les États du «socialisme réel», elle n'en avait pas accepté le «modèle», rejetant certaines catégories de la vulgate marxiste. Les critiques portées dès l'origine contre les lectures soviétiques du marxisme révèlent une lucidité — et un courage — que n'ont pas manifestés nombre de pays occidentaux. Les rapports classes-nations-religions ont fait l'objet d'une analyse dont les composantes avaient été sous-estimées par la pensée occidentale. Lorsque M. Kadhafi écrit dans le «Livre Vert», les «Noirs régneront», il ne développe pas une nouvelle thèse «noiriste» et raciste, il reprend au contraire avec une nouvelle force les thèses classistes en les transposant à l'échelle planétaire : l'histoire du futur appartient aux plus démunis de la planète, en l'occurrence aux peuples africains. Lorsque Kadhafi dénonce «l'éducation standardisée qui constitue en fait une entreprise d'abrutissement des masses», il propose une «révolution culturelle visant à émanciper l'esprit humain de l'enseignement du fanatisme, de l'orientation autoritaire des goûts, du jugement et de l'intelligence de l'être humain». L'insistance à combattre l'envahissement de valeurs étrangères qui ne peuvent être assimilées qu'abâtardies, rejoint l'affirmation enflammée de ne laisser quiconque, dans l'organisation sociale, dépouiller

l'être humain de ses prérogatives. La révolution libyenne a aussi essayé de donner vie au vieux rêve rousseauiste de démocratie directe. Quels qu'en soient les résultats pratiques, l'authenticité de la volonté politique est incontestable : les masses sont seules douées de créativité sociale. Rejoignant G. Debord, M. Kadhafi dénonce la « société du spectacle » et « ce public de marginaux qui remplissent les tribunes pour y voir le spectacle de la vie » au lieu de « la façonner eux-mêmes ». Qui connaît véritablement cette pensée politique appelée en Libye « Troisième théorie universelle » et surtout qui fait effort pour la connaître ? Et pourquoi cette indifférence ? Nous considérons-nous toujours comme les uniques producteurs d'idéologie ?

Lorsqu'en 1988, le régime libyen adopte la « Charte verte des Libertés et des Droits de l'Homme », il le fait selon une procédure conforme à ses valeurs. Il associe à son élaboration tous ceux qui dans chaque pays du monde s'intéressent à l'évolution de la révolution de 1969. A Paris, par exemple, plusieurs centaines de personnalités en débattent en 1987. Les « Congrès populaires » de base, qui visent à permettre la participation au plus grand nombre, interviennent. Le débat est parfois vif. Il y a, par exemple, désaccord sur la peine de mort : les dirigeants de la révolution lui sont hostiles à la différence d'une large partie du peuple. Aussi, la « Charte Verte » insiste-t-elle sur le « caractère sacré de la vie de l'être humain » et sur « l'objectif de la société jamahiryenne d'abolir la peine capitale » (article 8). Volonté populaire et progrès sont ainsi synthétisés. L'article 10 est inédit dans le monde arabo-musulman : « La religion est une relation directe avec le créateur, sans intermédiaire ». La condamnation du salariat (la société jamahiryenne est celle des associés et non pas celle des salariés - article 11) et de la propriété de la terre (la terre n'est la propriété de personne - article 12) fonde le « socialisme vert » qui proclame aussi que la « maison appartient à celui qui l'habite ». Le droit au logement est ainsi consacré. La solidarité sociale est le principe établi par l'article 14 qui garantit la sécurité sociale la plus complète à tous, aux parents, aux enfants et aux vieillards.

Dans l'histoire contemporaine (qui n'est encore que la préhistoire : « l'ère des masses n'a pas encore commencé »), en attendant la disparition des pouvoirs d'État, remplacé par le pouvoir des peuples eux-mêmes (or les révolutions, jusqu'à ce jour, se sont transformées en pouvoir minoritaire), l'une des révolutions à réaliser est celle des femmes. Elles « doivent réaliser pleinement leur personnalité par leurs propres forces et sans le secours de quiconque ». Si la révolution féminine n'est pas encore achevée en Libye, ce n'est pas du fait des dirigeants de la Révolution et de l'État.

La révolution libyenne, c'est aussi un ef-

fort constant en faveur de la Nation arabe. L'unité des peuples arabes est l'obsession du « Guide » de la Révolution. Les tentatives ont été multiples, y compris avec les régimes éloignés des idéaux de Tripoli (comme la monarchie marocaine, par exemple). A l'évidence, la rive sud de la Méditerranée ne peut négocier une authentique coopération avec l'Union européenne qu'à la condition de ne pas se présenter en ordre dispersé. Aux récentes Conférence de Barcelone et de Malte euro-méditerranéennes, l'Union européenne, parlant d'une seule voix, a poussé à la création d'une zone de libre échange, les différents États arabes divisés entre eux. La Libye était absente : elle a été écartée par les Européens pour satisfaire aux desiderata américains. Envisage-t-on de constituer une région méditerranéenne en excluant un pays doté de 2 000 km de côte méditerranéenne, tout comme les États occidentaux ont longtemps imposé un monde sans la Chine Populaire ?

Enfin, et peut-être surtout, la Libye est un pays de grande ambition idéologique. Celle-ci s'est atténuée avec les pesanteurs de l'embargo et les difficultés de communication qui en résultent. Il demeure cependant qu'une intense vie idéologique met en contact quasi-permanent les intellectuels et les militants libyens avec leurs homologues du monde arabe, de l'Afrique Noire et d'Europe. On peut regretter que les Européens qui se rendent à Tripoli soient plus souvent des personnalités indépendantes ou des membres des partis verts que les représentants des grands partis sociaux-démocrates, socialistes et communistes : sont-ils à l'avance découragés par la crainte des retombées médiatiques et électorales de leur voyage ? Pourquoi sous-estiment-ils le combat de la révolution libyenne qui survit, parmi les dernières, dans un monde où l'alignement est devenu la règle ?

Avec le Sud et la révolution jamahiryenne, c'est la réintroduction de la dimension utopique critique dans la pensée politique et dans la recherche de nouveaux comportements sociaux. Le contraire de la dimension « gestionnaire » quasi-exclusive que le monde industriel développe, excluant de fait à la fois l'esprit critique et l'esprit pluriel.

### L'EMBARGO, VIOLENCE INACCEPTABLE

L'embargo, sanction collective que subit le peuple (et non avant lui ses dirigeants), vise tout autant à combattre les valeurs de la révolution de 1969 que sa pratique politique. Il s'agit de stopper le développement de l'influence libyenne en Afrique et dans le monde arabe, comme aussi de protéger la circulation « occidentale » du pétrole en Méditerranée et d'empêcher la Libye de stimuler une politique des prix pétroliers négative pour les compagnies, comme elle a su le faire en 1973-74.

Pour les puissances industrielle, le dévelop-

pement de la coopération Sud-Sud et d'une unité arabe est de surcroît considéré comme un péril à endiguer.

Les seuls « amis » de l'Occident (ceux précisément que la révolution libyenne déstabilise en Afrique) sont les « élites » locales indissolublement liées (par des liens financiers et autres) aux pouvoirs publics et privés d'Europe et des États-Unis.

L'embargo, qui met en cause principalement le droit à la santé (internationalement consacré) des populations les plus démunies, vise à étouffer toute velléité d'une Afrique africaine s'interrogeant sur la nécessité d'une monnaie décrochée du système monétaire mondial, refusant la dette, tournée vers des solutions avant tout endogènes.

L'embargo, paradoxalement sanction prononcée avant jugement, ce n'est que la suite des campagnes de discrédit (« Kadhafi est un fou instable »), des tentatives d'assassinat par les services spéciaux occidentaux (dans les années 70, par exemple), des attaques armées (1986). L'attentat de Lockerbie, comme celui dirigé contre l'avion UT 772, sur lesquels aucune preuve à ce jour ne permet de mettre en cause directement l'État libyen, ne sont que d'évidents prétextes : le refus systématique opposé par les États-Unis à toute solution négociée, à toute enquête commune, résulte de la seule volonté américaine d'éliminer le régime libyen, tout comme par ailleurs, le régime cubain.

Les résolutions favorables à la levée de l'embargo prononcées par l'OUA, la Ligue Arabe, la Conférence Islamique, n'ont évidemment en rien entamé la volonté liquidatrice des États-Unis (quelque en soit le Président, démocrate ou républicain). L'Europe n'a guère pris d'initiatives, malgré ses désirs de conclure des contrats commerciaux, pour favoriser une solution négociée ou judiciaire.

Alors que sont dénoncées, par ailleurs, pour justifier la mise à l'écart de la Libye, les tentatives d'élimination de quelques opposants libyens à l'étranger, tout est entrepris pour armer ces opposants et susciter des mouvements armés internes soutenus de l'extérieur (par des relais complexes « américano-intégristes »), la seule alternative éventuelle au Kadhafisme étant l'Islamisme.

L'embargo, c'est aussi la possibilité de provoquer le pourrissement du régime libyen, en conduisant au renoncement des projets sociaux innovants, en obligeant les autorisés à laisser réapparaître un petit commerce corrupteur, et les multiples trafics compensant les difficultés matérielles nées du boycott. Comme avec le tourisme à Cuba, les « libertés » commerciales traditionnelles restaurées, source de la corruption la plus banalement « occidentale », deviennent peut-être progressivement le meilleur allié des intérêts occidentaux pour détruire la Révolution de 1969.

Depuis un certain nombre d'année, les puissances occidentales, en effet, ne semblent

---

plus favorables à des conflits frontaux avec les régimes révolutionnaires. Les États-Unis ont négocié avec la Corée du Nord (s'en servant même dans leur stratégie anti-japonaise), ils ont investi en Chine, les Européens y investissent aussi, ainsi qu'à Cuba. Ces relations, souvent hautement rentables) n'empêchent pas la poursuite des campagnes médiatiques à propos des droits de l'Homme (par exemple, à l'occasion de la réunion annuelle de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies), afin d'éliminer tout risque de nouvelles «contagions» idéologiques.

*L'embargo a cette «vertu» particulière de créer les conditions d'un malfonctionnement social qu'il est ensuite possible d'attribuer aux vices substantiels du régime lui-même, des formes socialistes survivantes en particulier.*

Comme le disait Ibn Kaldhoun comme s'il pressentait déjà les relations Nord-Sud, «si tu n'es pas pourri, ils diront que tu es fou. Si tu es pourri, ils te cracheront dans le dos. Mais si tu es fou, ils auront peur de toi, ils ne te pardonneront pas de ne pas leur ressembler...»

Ainsi, l'embargo anti-libyen n'est pas essentiellement œuvre liquidatrice, il est œuvre de perversion. Selon l'expression utilisée dans les pays de l'Est, il s'agit de faire de la Libye, un pays «normal» !

La mission «civilisatrice» de l'Occident tend ainsi à se réduire à une vaste offensive de «normalisation» sur des standards mercantiles très éloignés des rêves républicains du Siècle des Lumières ou des utopies socialistes du XIXème siècle, nés pourtant aussi en Europe !

C'est à une opération de dévitalisation du Sud que se sont attaqués les États-Unis et que ne renient pas les négociations euro-méditerranéennes faisant de la création d'une zone de libre échange, le médiocre «projet» à construire. L'Europe a mieux à offrir que de simples contrats commerciaux (accompagnés le plus souvent de conditions politiques attentatoires à la souveraineté des États du Sud). Elle recèle d'autres richesses à échanger, tout comme le sud qui n'est pas qu'un réservoir de pétrole ou de main-d'œuvre bon marché.

*Pour l'heure, c'est une iniquité et une illégalité qu'il s'agit de faire cesser. L'embargo que subit le peuple libyen est sans fondement.*

Réanimer le combat anti-embargo est œuvre culturelle. L'Afrique a besoin avant tout d'elle-même et de la solidarité de ceux qui reconnaissent en elle toutes les potentialités d'auto-développement. La terre de mission est aujourd'hui en utopie.